



Fiscalité carbone-énergie et enjeux d'équité

Emmanuel COMBET

-

CIRE

L'objectif de la transition face aux échecs historiques

- La hausse du prix des énergies fossiles est requise
- Quelles marges de manœuvre pour réconcilier cette hausse avec nos priorités socioéconomiques ?

Le choix central : l'usage des recettes

- Affectation directe à la réduction des déficits ?
- Affectation directe au financement de la transition ?
- Restitution directe aux ménages / secteurs d'activité ?
- Financement d'une baisse d'impôts existants ?

En mal de consensus (débats français, 2009)

- « Compenser le pouvoir d'achat des ménages ! »
 - > « Chèque vert » exigé par les associations de consommateurs
- « Baisser d'autres impôts pour l'activité et l'emploi ! »
 - > Accords entre les syndicats et le patronat pour négocier
- « La priorité est de réduire les déficits publics ! »
 - > Dissensions entre Ministères (Ecologie vs. Budget)
- « Une écotaxe doit financer la transition écologique ! »
 - > Associations de protection de l'environnement

Deux principaux écueils : l'équité et la compétitivité

« Je subordonne la création d'**une taxe carbone intérieure** à une taxe aux frontières qui protégera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne »

N. Sarkozy

« Soulagée, notamment pour toute l'industrie, qui n'aurait pas supporté un nouveau **handicap de compétitivité** »

L. Parisot (Medef)

« L'abandon de la taxe carbone, qui était **injuste** et inefficace, est une bonne nouvelle pour les ménages »

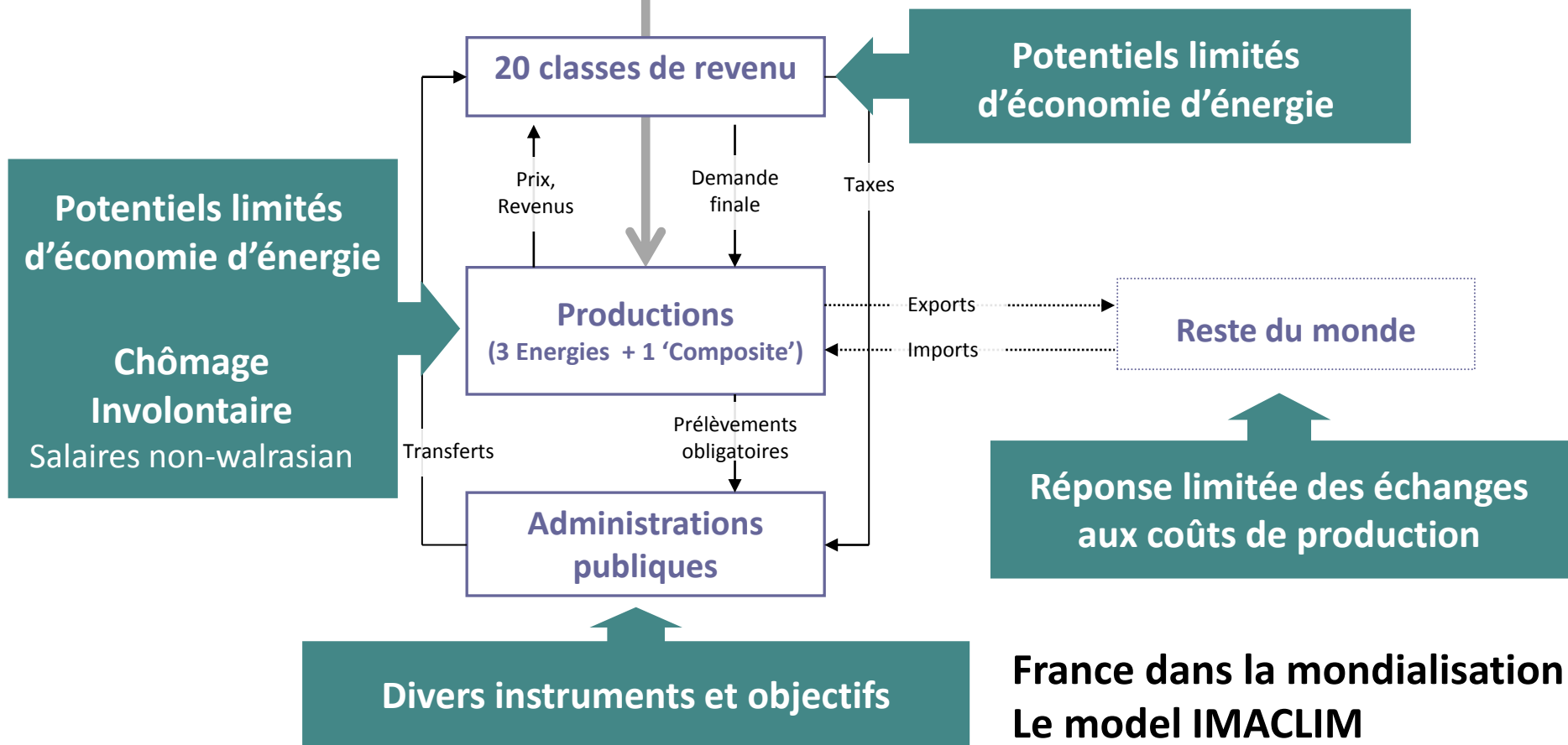
L. Rossignol (PS)

« Le projet ne sera pas regretté par les écologistes »

D. Sonzogni (Verts)

Un modèle comme 'outil de négociation'

Comptabilité monétaire et physique
(Energie en équivalent pétrole)



Détails techniques

- Les équations, les données, les valeurs des paramètres, les hypothèses des chocs simulés, les résultats numériques détaillés et la définition des indicateurs
- Détaillés dans les annexes techniques :
<http://www.imaclim.centre-cired.fr/spip.php?article241>

Analyse par statique comparative

- Évaluation multicritère des performances de moyen-long terme (15-20 ans) de différents usage des recettes
- Parti-pris : 'pire des cas' pour intégrer l'état des malentendus
Taxe carbone unilatérale atteignant plusieurs centaines d'€
- On simule des « France-2004 contrefactuelles »

Pour comprendre l'utilité du recyclage des recettes

1. Affectation à la réduction des déficits publics
2. Substitution à des prélèvements sur les salaires

Recycler les recettes : leçons de deux cas polaires

Taxe carbone et	Remboursement de la dette	Baisse des cotisations sociales
Emissions	-38,5%	-34,1%
PIB réel	-6,5%	+1,9%
Emploi	-5,7%	+3,5%
Pauvreté	+10,1%	-1,1%
Inégalités	+1,3%	+2,0%
Endettement public	-92,0%	id.

De quelle façon atténuer le coût social ?

1. Compensations indirectes

- Baisse d'autres impôts (travail &/ou capital)
- Mieux pour l'activité et l'emploi (« efficacité »)

2. Compensations directes

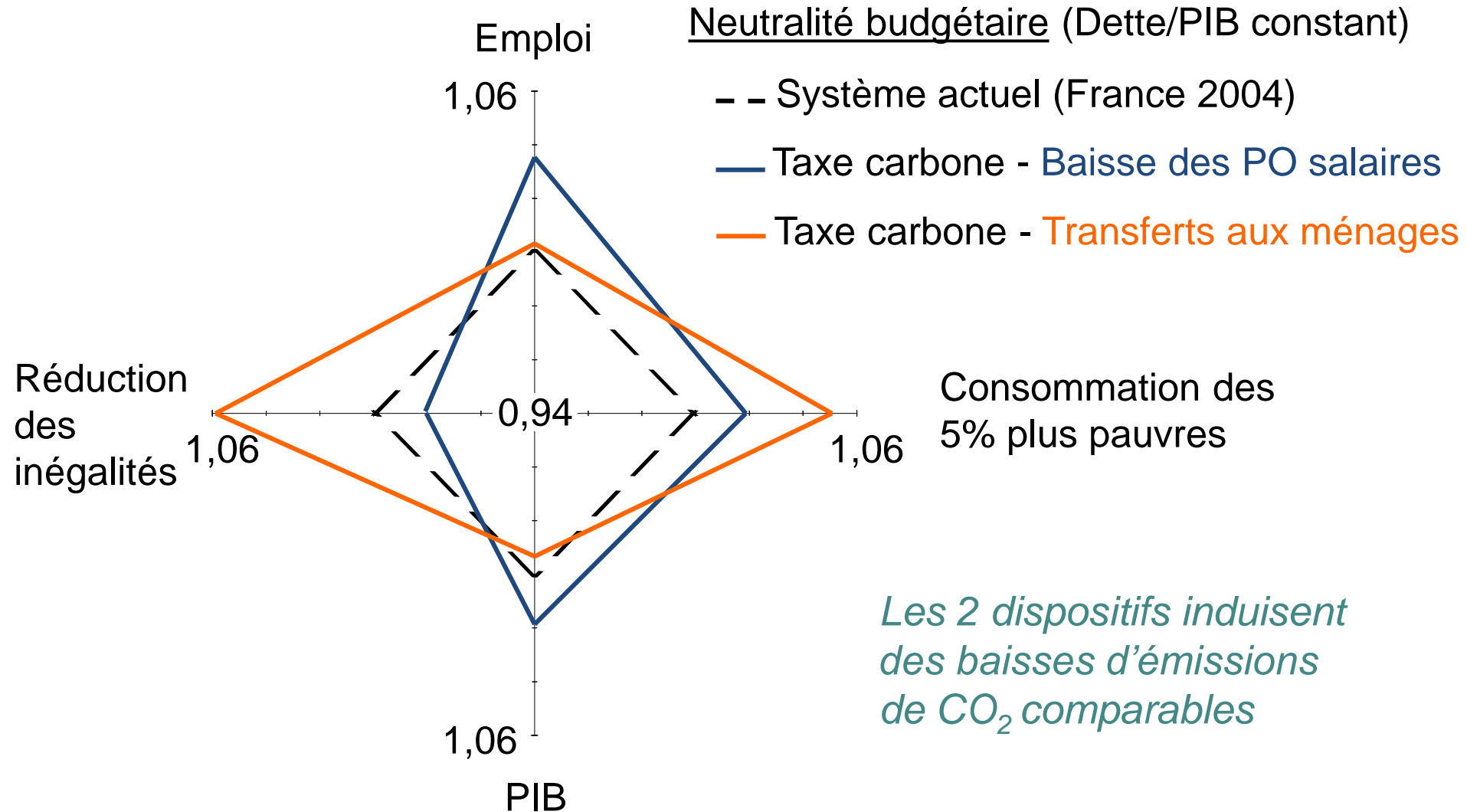
- Transferts monétaires aux ménages
- Mieux pour la redistribution et le ciblage ('équité')

Deux modes de recyclage tranchés

En respectant une même contrainte budgétaires :

1. Substitution à des cotisations sociales
2. Redistribution égalitaire à tous les ménages

Un arbitrage entre 'équité' et 'efficacité'



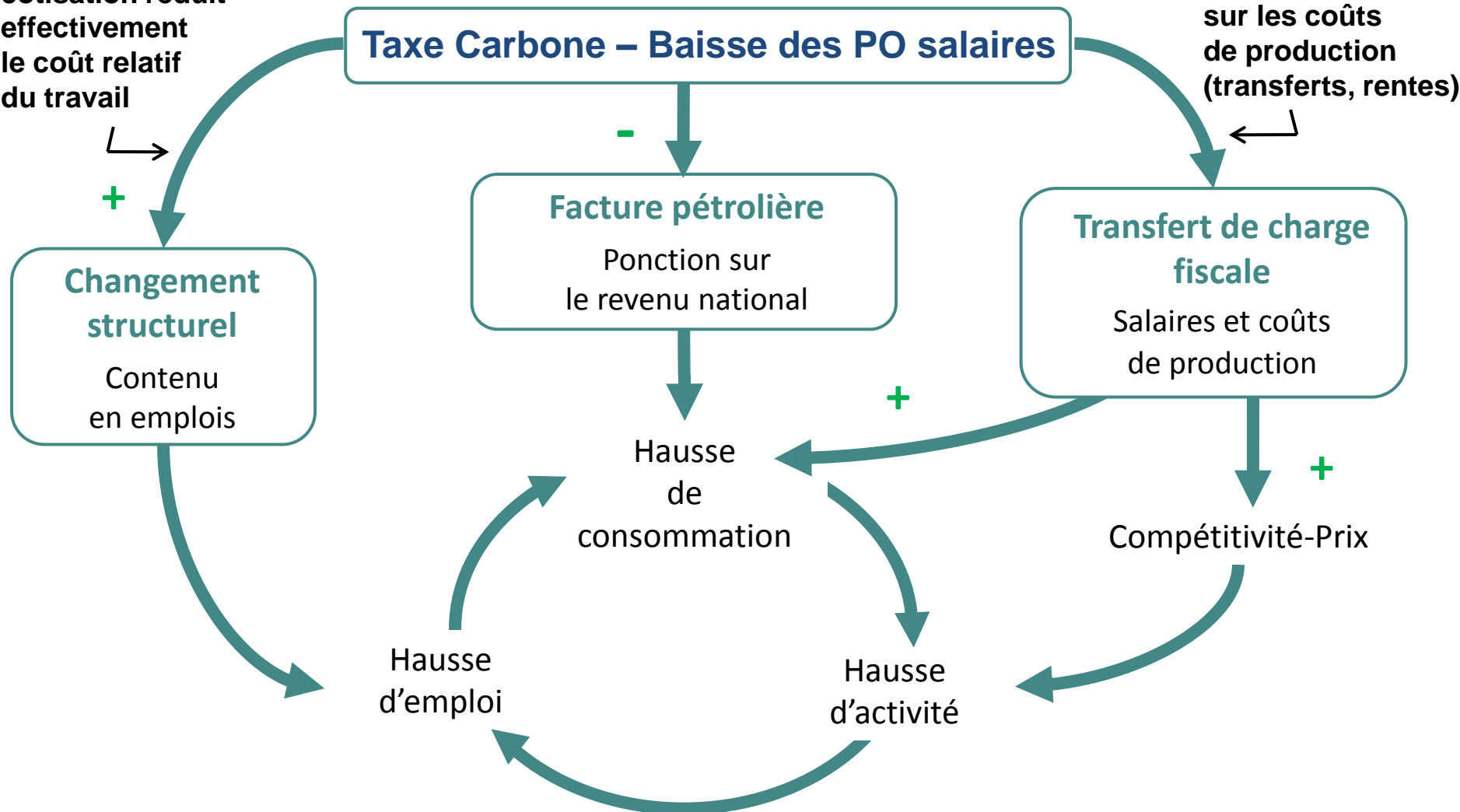
Effets contrastés : coûts de production et salaires

Taxe carbone et	Remboursement de la dette	Transferts aux ménages	Baisse des cotisations
Variation prix de production	-0,6%	+3,7%	-1,0%
Variation coûts énergétiques	+1,6%	+1,6%	+1,6%
Variation salaires nets	-1,6%	+0,1%	+1,5%
Variation charges sociales	id.	id.	-3,6%

Un cercle vertueux potentiel

Si le partage des allègements de cotisation réduit effectivement le coût relatif du travail

Si une partie des revenus taxés ne retombent pas sur les coûts de production (transferts, rentes)



Tests de sensibilité : quel « bon partage » ?

Le 'partage' des allègements dépend de paramètres incertains :

- La réaction des salaires nets
- L'évolution des taux de marges
- La réponse des échanges extérieurs

Pauvreté réduite... mais inégalités accrues

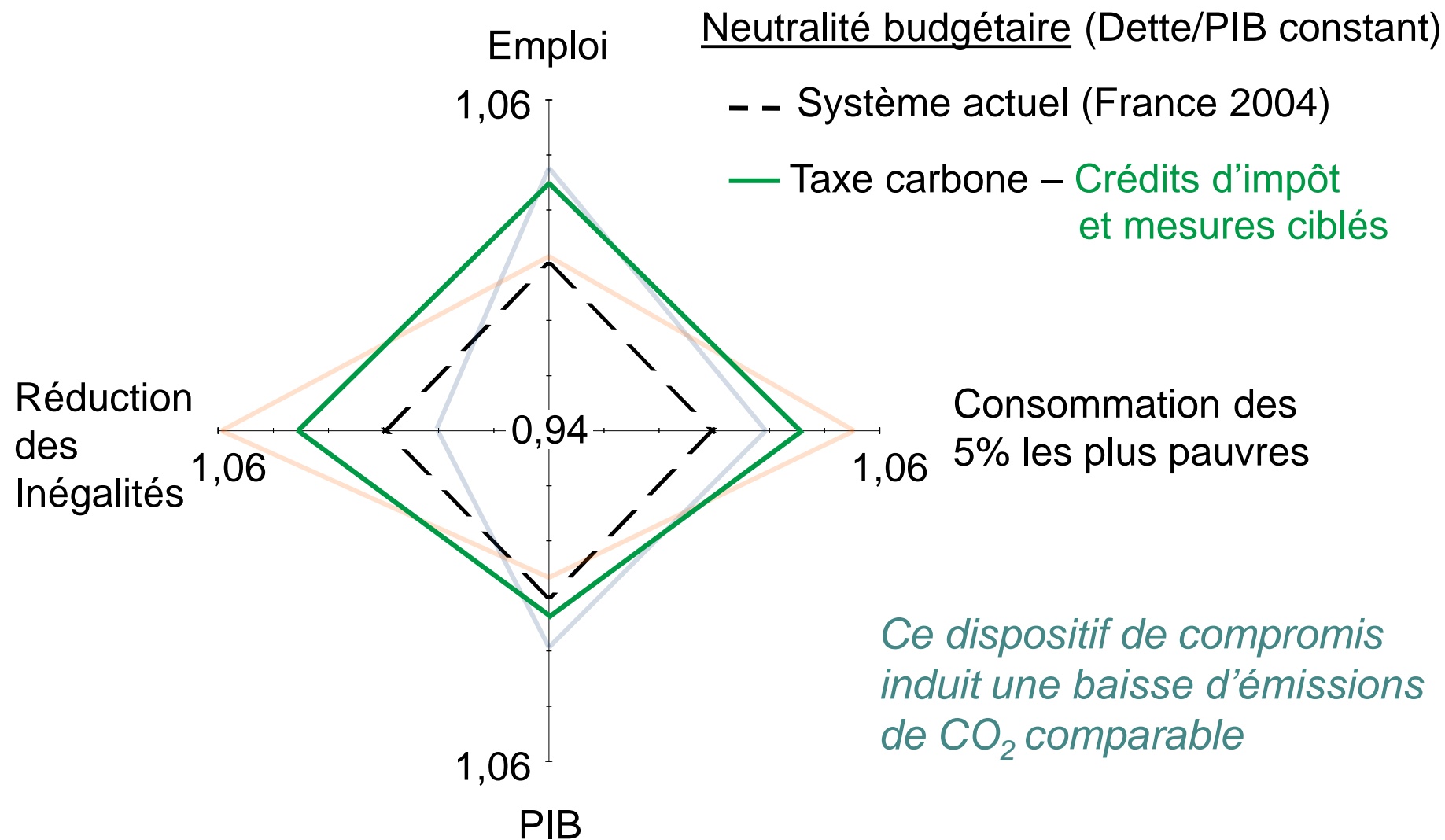
<i>Taxe carbone & Baisse des cotisations</i>	Facture énergétique	Chômage	Revenu disponible	Indice d'inégalité de Gini
5% plus pauvres	+78,3%	-12,2 pts.	+5,4%	+0,3 pts.
5% plus riches	+72,0%	-0,9 pts.	+7,3%	

- Des effets redistributifs indirects non négligeables

Diverses modalités pour un compromis

- **Recyclage par restitution : entreprises / ménages**
 - Entreprises : ce qu'elles ont acquitté par baisse des cotisations
 - Ménages : ce qu'ils ont acquitté par transfert égalitaire
- **Crédit d'impôt (CI) généralisé**
 - Transfert forfaitaire couvrant un niveau de 'besoin essentiel' (Trajet domicile-travail + partie de conso E résidentielle)
- **Crédit d'impôt & mesures d'accompagnement ciblés**
 - Dispositif restreint aux 80% des ménages les moins riches
 - Le reste des recettes permet la baisse des cotisations
 - Le surplus budgétaire finance une hausse de transferts sociaux

Des marges de manœuvre pour un compromis



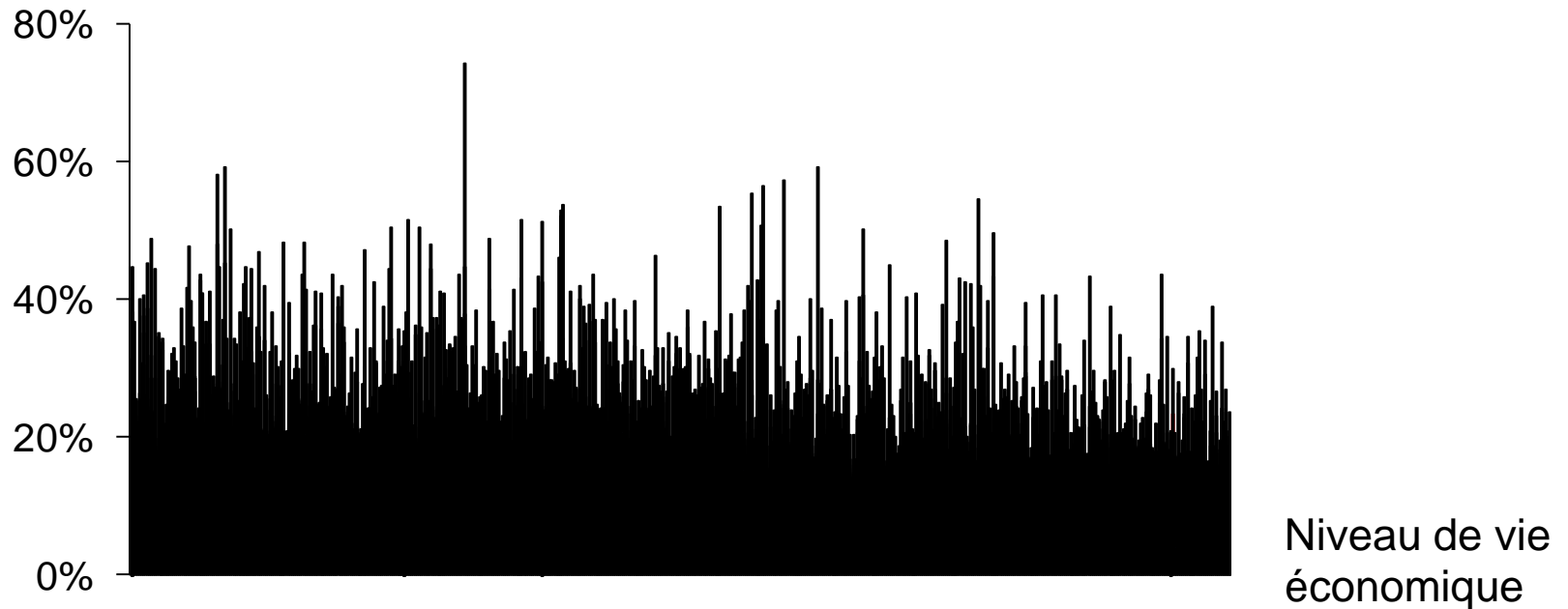
Il est important de cibler les compensations

Taxe carbone, baisse des cotisations et	Compensations non ciblées	Compensations ciblées
Recettes affectées aux compensations	42,8%	24,3%
Prix de production	+1,3%	+0,3%
Salaires nets	+4,0%	+5,7%
PIB réel	+0,6%	+1,2%
Emploi	+1,9%	+2,7%
Inégalités (Gini)	-0,3 pts	-0,4 pts

Compensations non ciblées = Recyclage par restitution : entreprises / ménages

Mais l'information manque pour bien cibler

Part de l'énergie dans
le budget du ménage



Source : *Budget de famille*, 10305 ménages

Diversité de facteurs techniques, géographiques et socioéconomiques

La vulnérabilité énergétique se distingue de la pauvreté

- Ménages urbains, inactifs, fortes contraintes économiques (11%)
- Classes moyennes, urbains, actifs, loyer élevés (21%)
- Retraités, ruraux, très dépendants énergétiquement (21%)
- Etudiants, jeunes actifs, urbains, fortes contraintes éco. (2%)

Sources : *Budget des familles 2006*

Un exemple : les inégalités territoriales

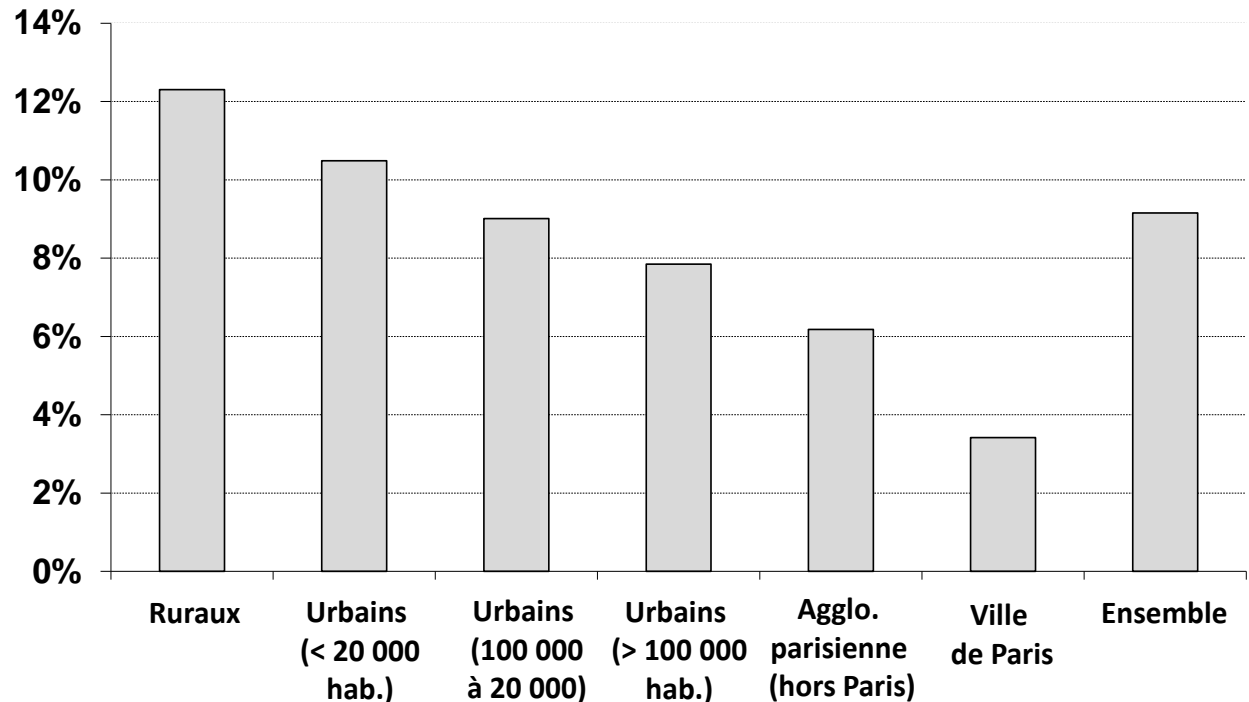
*Compensations ciblées sans
différenciation territoriale*

Indice d'inégalité de Gini

Selon le niveau de vie **-0,4 pts.**

Selon le degré d'urbanisme **+0,8 pts.**

Part de l'énergie
dans le budget



Poursuite des recherches

1. Identification et ciblage des 'plus vulnérables'
2. Lien avec la transition énergétique de ces populations
3. Interaction avec les autres politiques publiques

Références

- Combet E. *Fiscalité carbone et progrès social. Application au cas français*, thèse de doctorat, EHESS, 2013.
- Combet E., Gherzi F., Hourcade J.C., Thubin C., "La fiscalité carbone au risque des enjeux d'équité" ; annexes téléchargeables, 2010, *Revue française d'économie*, Vol XXV, octobre, 59-91.



Fiscalité carbone-énergie et enjeux d'équité

Emmanuel COMBET

-

combet@centre-cired.fr

Des compromis efficaces et équitables

